

P rojet d' A ménagement

Et de D éveloppement D urables

Débatu le 03 août 2021

SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
PREAMBULE	5
I. Orientation n°1 : Structurer le développement urbain et maîtriser le développement démographique.....	6
A. Structurer l'urbanisation	6
B. Maîtriser le rythme démographique à travers la production de logements	6
C. Limiter l'étalement urbain en intégrant la notion de densification.....	7
II. Orientation n°2 : Améliorer le fonctionnement communal	9
A. Conforter une offre adaptée en équipements publics	9
B. Adapter le développement avec la capacité des réseaux existants	9
C. Améliorer les conditions de déplacement	9
III. Orientation n°3 : Créer des conditions favorables au développement économique local	10
A. Permettre le maintien et l'affirmation de la zone d'activités	10
B. Permettre le maintien et le développement de l'activité agricole	10
C. Encourager les pratiques liées au sport et au tourisme	11
IV. Orientation n°4 : Protéger et mettre en valeur les richesses naturelles et paysagères ...	12
A. Protéger les espaces naturels remarquables.....	12
B. Mettre en valeur les éléments remarquables du patrimoine bâti et végétal.....	14
V. Orientation n°5 : Prendre en compte les nuisances, les risques et participer à la transition énergétique.....	15
A. Diminuer les nuisances vis-à-vis de la population	15
B. Composer avec les risques.....	15
C. Prévoir la gestion des eaux pluviales	16
D. Encourager la production d'énergies renouvelables.....	16
CARTOGRAPHIE GÉNÉRALE DE PADD	17

PREAMBULE

Le **Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)** est la clef de voûte du PLU. Dans le respect des objectifs et des principes énoncés à l'article L 151-5 du Code de l'Urbanisme, il définit les orientations du projet d'urbanisme ou d'aménagement de l'ensemble de la commune.

Il s'agit d'un document simple et concis, donnant une information claire aux citoyens et habitants sur le projet territorial. Le PADD n'est pas directement opposable aux permis de construire ou aux opérations d'aménagement, mais le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation, eux opposables, constituent la traduction des orientations qui y sont définies.

Il arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les communications numériques, les loisirs et le développement économique et commercial retenues pour l'ensemble de la commune.

Il fixe également les objectifs de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

L'enjeu du PADD est de poser les bases du devenir de la commune pour les dix prochaines années à travers cinq grandes orientations :

- ✓ Orientation 1 : Structurer le développement urbain et maîtriser le développement démographique
- ✓ Orientation 2 : Améliorer le fonctionnement communal
- ✓ Orientation 3 : Créer des conditions favorables au développement économique local
- ✓ Orientation 4 : Valoriser le patrimoine naturel et bâti
- ✓ Orientation 5 : Prendre en compte les nuisances et les risques

I. Orientation n°1 : Structurer le développement urbain et maîtriser le développement démographique

A. STRUCTURER L'URBANISATION

La configuration de la commune avec trois entités agglomérées, Magnieu, Billieu et Musin, implantées à la lisière entre les flancs boisés de la montagne et les plateaux cultivés, oriente le projet de PADD vers une prise en compte spécifique de chaque entité afin de conserver leur identité.

Le développement communal s'oriente autour d'un renforcement de la centralité du bourg centre, Magnieu. En effet, celui-ci regroupe les équipements publics. Il connaîtra donc des possibilités de développement supérieures aux deux autres hameaux.

Concernant le hameau de Billieu, compte tenu du contexte agricole actuel et de la présence de deux exploitations agricoles proches des zones d'habitat, celui-ci connaîtra un développement de l'urbanisation limité dans son enveloppe urbaine existante.

Le hameau de Musin connaîtra une urbanisation dans son enveloppe urbaine existante également mais avec des disponibilités foncières à l'intérieur du tissu.

Le projet prévoit de localiser le développement résidentiel en priorité dans les dents creuses existantes au sein de l'enveloppe urbaine. L'objectif majeur est de donner une épaisseur urbaine aux extensions qui ont été réalisées les 20 dernières années.

Les principaux secteurs de développement dans l'enveloppe urbaine sont les suivants :

- à Magnieu : le vaste tènement délimité par le chemin des Pommiers, le chemin des Noyers et la RD 107 ;
- à Musin : les dents creuses le long de l'impasse des Mésanges, ainsi que les dents creuses de part et d'autre de la rue de la Plantaz.

B. MAÎTRISER LE RYTHME DEMOGRAPHIQUE A TRAVERS LA PRODUCTION DE LOGEMENTS

Le projet communal raisonne à une échéance de 10 ans : il doit permettre la poursuite de l'accueil de nouvelles populations ainsi que de répondre aux évolutions des ménages (décohabitation, desserrement des ménages...).

Il dégage une capacité de construction nécessaire à ce développement avec une consommation foncière moindre que celle de ces dix dernières années mais tout en offrant une diversité de l'offre résidentielle dans les développements futurs. Ainsi pour répondre à ces objectifs de maîtrise de la consommation foncière, le projet communal recherche une plus grande compacité bâtie par la réduction des espaces potentiellement urbanisables et une densité bâtie plus grande.

Le Conseil municipal souhaite que le développement communal (en termes de nombre d'habitants et de logements créés) soit équivalent à celui qu'a connu la commune la dernière décennie. Il s'agit d'ici 2030 de viser un rythme de croissance démographique de l'ordre de + 5 habitants/an et de permettre la construction de 25 à 30 nouveaux logements.

Environ 3 ha sont prévus pour permettre la réalisation de ces logements sur une dizaine d'années.

Le projet de PLU s'efforcera de proposer d'autres formes d'habitat que le pavillon traditionnel. En effet, la commune de Magnieu intégrée dans un territoire dynamique, est confrontée à une attractivité résidentielle de plus en plus forte, source d'arrivée de populations extérieures. Cette attractivité est liée à sa position dans un cadre de qualité et à proximité de la ville de Belley. La spécialisation de la commune vers une production exclusive de maison individuelle constitue un facteur d'exclusion de l'accès au logement d'une catégorie de population. De plus, la population âgée est relativement bien représentée sur la commune et a des besoins en logement spécifique.

Le projet communal permettra donc :

- de développer le secteur locatif et locatif social ;
- de proposer différentes typologies de logement : individuel, individuel groupé, intermédiaire, collectif ;
- de proposer des logements de tailles différentes.

Afin de répondre aux besoins de tous, le projet prévoit également la réalisation d'une aire de grand passage, projet d'intérêt communautaire, prévue en partie sur la commune de Magnieu et en partie sur la commune de Belley.

C. LIMITER L'ETALEMENT URBAIN EN INTEGRANT LA NOTION DE DENSIFICATION

L'objectif du PLU est d'optimiser la construction dans les hameaux de Musin et de Magnieu par le renouvellement et surtout la densification des tissus urbains sous-utilisés tout en conservant le caractère des lieux et le cadre de vie attrayant de la commune.

Pour ce faire, le PLU prévoit de :

- privilégier le comblement des espaces interstitiels principalement situés dans les développements urbains récents ;
- conserver les limites d'urbanisation au plus près du bâti existant, pour les cœurs des trois hameaux ;
- marquer une coupure d'urbanisation entre les hameaux de Musin et celui de Magnieu ;

- contraindre très fortement les possibilités de construire dans le hameau de Billieu pour permettre notamment la pérennité des activités agricoles des deux exploitations existantes ;
- limiter l'offre de foncier destinée aux activités économiques aux besoins réels de la commune.

Pour permettre la densification du bourg, le PLU s'appuiera notamment sur la mise en place d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation qui permettra notamment de fixer la typologie des logements, leur nombre... et un objectif de densité plus vertueux que celui des zones d'habitat pavillonnaire existantes.

II. Orientation n°2 : Améliorer le fonctionnement communal

A. CONFORTER UNE OFFRE ADAPTEE EN EQUIPEMENTS PUBLICS

Le PLU devra permettre le bon fonctionnement des équipements publics. Ils bénéficieront d'un classement spécial.

Le projet de la commune vise l'extension de la salle polyvalente, ainsi que la possibilité de réaliser des terrains de sport à proximité.

B. ADAPTER LE DEVELOPPEMENT AVEC LA CAPACITE DES RESEAUX EXISTANTS

La STEP de Magnieu mise en service en 2017, d'une capacité de 700 équivalents habitants apparaît suffisante pour l'accueil de tous les habitants supplémentaires.

En matière d'eau potable, la commune est approvisionnée par la source communale de « La Touvière » située en dehors du territoire communal sur la montagne de Parves et par le puits de Brens (fourniture d'eau par la ville de Belley). Cette alimentation est de qualité satisfaisante et alimente toutes les constructions disséminées sur le territoire communal. De plus, la source de Billieu, hors d'usage aujourd'hui, reste une ressource naturelle pouvant répondre à des besoins d'approvisionnement en eau potable et est à protéger à ce titre.

C. AMELIORER LES CONDITIONS DE DEPLACEMENT

Au regard de l'équité sociale, la mobilité est un facteur primordial. Le projet de PLU doit permettre la mise en œuvre d'une nouvelle structuration de l'espace urbain qui passe par l'organisation, la diversification et la sécurisation des déplacements.

La protection de l'environnement est également fortement concernée par les déplacements. Au niveau local, l'usage excessif de la voiture génère des nuisances, notamment en termes de pollution atmosphérique, de bruit et de dégradation des paysages. Elle aggrave également les risques liés à la sécurité des usagers et a un impact important sur l'effet de serre.

Le projet de PLU mettra donc en œuvre une politique visant à réduire les déplacements motorisés internes en limitant l'étalement urbain et en favorisant le redéploiement de la zone urbanisée sur elle-même.

Le piéton tend actuellement à être revalorisé. Il se réapproprie de plus en plus l'espace urbain. Toutefois des mesures doivent être prises pour encourager l'essor de la marche à pied et du vélo sur la commune. Les sentiers pédestres existants doivent être mis en valeur et des liens doivent être créés pour connecter tous les secteurs du territoire.

Des cheminements doux seront prévus dans les OAP afin de les relier aux équipements publics et d'intérêt généraux.

Des aires de stationnement seront également prévues, afin d'éviter le stationnement le long des voiries, ou sur les trottoirs, empiétant sur les cheminements piétons.

III. Orientation n°3 : Créer des conditions favorables au développement économique local

A. PERMETTRE LE MAINTIEN ET L’AFFIRMATION DE LA ZONE D’ACTIVITES

L’activité économique est bien représentée sur la commune à travers la zone d’activité de l’Ousson. La commune entend affirmer l’existence de cette zone d’activité (de compétence intercommunale) sans chercher pour autant à l’étendre à cause notamment de la présence d’une tourbière à l’Ouest de la zone.

B. PERMETTRE LE MAINTIEN ET LE DEVELOPPEMENT DE L’ACTIVITE AGRICOLE

Le maintien de l’activité agricole, et notamment viticole, garante de l’entretien des paysages et faisant partie intégrante de la vie économique de la commune constitue l’une des composantes essentielles d’un développement équilibré. Cela implique toutefois que les conditions nécessaires à la viabilité des exploitations soient réunies. Dans cet objectif, le PLU garantira la pérennité des zones agricoles, dans l’utilisation actuelle des espaces mais aussi en intégrant les perspectives et besoins de développement de l’activité.

L’objectif du PLU est de ménager la cohésion de l’espace agricole et de garantir les conditions de viabilité des exploitations existantes et d’installation d’exploitations nouvelles, en respectant notamment les périmètres réglementaires de réciprocité autour des exploitations ou des installations agricoles abritant des animaux.

La politique communale relative à l’activité agricole devra :

- protéger les sièges d’exploitation existant dans le hameau de Billieu, de toute nouvelle construction à leur périphérie. Il s’agit de maintenir des terrains agricoles de proximité nécessaires au fonctionnement des exploitations ;
- maintenir le potentiel productif des territoires à forte valeur agricole. Il est essentiel de préserver pour l’agriculture, dans la mesure du possible, les terrains mécanisables, ou à valeur agronomique, qui sont nécessaires au maintien des exploitations ou à l’implantation éventuelle de nouveaux exploitants. C’est pourquoi la valeur agronomique de ces secteurs est reconnue par une protection dans le cadre du PLU ;
- arrêter les dynamiques de développement résidentiel dans les secteurs ruraux périphériques pouvant accentuer le morcellement du territoire agricole et induisant une pression sur l’accès au foncier agricole ;
- préserver les corridors agricoles permettant la jonction entre les territoires agricoles notamment pour garantir les accès agricoles actuels. Pour cela l’urbanisation linéaire le long des voies existantes sera restreinte, y compris dans les secteurs pouvant être desservis par des réseaux ;

- encourager une agriculture respectueuse de l'environnement notamment en ce qui concerne la gestion des ressources en eau (quantité et qualité) pour permettre la conservation de la nappe alluviale dans un bon état ;
- encourager la production de produits biologiques à usage local et permettre l'adaptation et la diversification de l'activité ;
- permettre une économie agricole soutenable et durable pour favoriser le tourisme vert.

Au même titre que les espaces agricoles, la Loi SRU accorde une place importante à la forêt dans l'organisation des territoires. Par conséquent, le PLU doit garantir un équilibre forestier à l'échelle de la commune. Il visera notamment à éviter la régression ou la trop forte progression des espaces boisés. Des outils seront mis en place afin de protéger les éléments végétaux remarquables ou ayant des motifs écologiques se trouvant dans la zone agricole (haies, bosquets, arbres remarquables).

C. ENCOURAGER LES PRATIQUES LIEES AU SPORT ET AU TOURISME

La commune de par la préservation du caractère de ses hameaux, de son environnement naturel et agricole, de la présence du port de Belley - Magnieu et de son patrimoine bâti constitue un lieu privilégié pour les pratiques liées aux sports et aux loisirs.

Le projet de PLU entend développer les activités liées aux sport, loisirs et tourisme par :

- la création d'une zone liée au sport et aux loisirs le long du canal de dérivation du Rhône et du GR 9A en lien avec le port existant de Belley-Magnieu ;
- la création d'un secteur en zone naturelle permettant la pratique d'une activité de loisirs de plein air ;
- la préservation et la pérennisation des sentiers de randonnées départementaux ou communaux ;
- la préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti ;
- la préservation du caractère bugiste des villages.

IV. Orientation n°4 : Protéger et mettre en valeur les richesses naturelles et paysagères

A. PROTEGER LES ESPACES NATURELS REMARQUABLES

1) Assurer la préservation et le bon fonctionnement de la trame verte et bleue

Le maintien de la fonctionnalité écologique du territoire est essentiel à la biodiversité. Cela passe par la préservation des espaces locaux de jonction ou continuités (ou trames vertes et bleues). Au-delà de leur rôle écologique, ces milieux remplissent de multiples fonctions (gestion des eaux, des risques, modes doux, amélioration du cadre de vie).

La commune intégrera les zones spécifiques représentant un intérêt écologique important (zones de tourbières de l'Ousson, marais de Cressieu...) au sein du PLU en préservant ces espaces de toute nouvelle urbanisation. L'urbanisation principalement au sein de la tache urbaine existante permet également d'une manière indirecte la préservation de ces zones naturelles puisqu'elle évite de s'approcher de ces périmètres, préserve le cadre de vie et limite les déplacements.

Le PLU vise la préservation de la Trame Verte et Bleue (TVB). La notion de réseau écologique ou « Trame verte et bleue (TVB) » vise au maintien des possibilités de déplacement et d'évolution des espèces. La TVB comprend une composante verte qui fait référence aux milieux terrestres (boisements, prairies, parcelles agricoles, haies...) et une composante bleue qui correspond aux continuités aquatiques et humides (rivières, étangs, zones humides, mares...).

Le rôle de la TVB vise à reconstituer un réseau écologique cohérent à différentes échelles de territoire pour permettre aux espèces animales et végétales de se déplacer et d'assurer leur survie. Les différentes composantes de la TVB sont :

- des réservoirs de biodiversité : espaces qui présentent une biodiversité remarquable et dans lequel vivent des espèces patrimoniales à sauvegarder. Ces espèces y trouvent les conditions favorables pour réaliser tout ou partie de leur cycle de vie (alimentation et repos, reproduction et hivernage...). Les inventaires patrimoniaux (Natura 2000, ZNIEFF...) sont des réservoirs de biodiversités.
- des continuums écologiques : ces espaces concernent l'ensemble des milieux favorables à un groupe d'espèces et reliés fonctionnellement entre eux. Un continuum est donc constitué de zones nodales (coeurs de massifs forestiers, fleuves, etc.), de zones tampons et des corridors écologiques qui les relient.

- des corridors écologiques : les corridors écologiques sont des axes de communication biologiques fonctionnels, plus ou moins larges, continus ou non, empruntés par la faune et la flore, qui relient plusieurs milieux naturels entre eux. Parmi les éléments du paysage jouant le rôle de corridors, on peut citer les ripisylves, les réseaux de haies, les forêts, les bandes enherbées. Un corridor peut toujours jouer plusieurs rôles simultanés, mais pour différentes espèces. Le repérage des corridors écologiques permet d'affiner la fonctionnalité écologique d'un territoire.

Le mode de développement communal choisi qui s'inscrit principalement dans l'enveloppe urbaine existante des hameaux, sera favorable à la fonctionnalité écologique du territoire. Par exemple les larges extensions urbaines en dehors de l'enveloppe constituée ne seront plus admises.

A l'échelle communale ont été identifiés 3 corridors (1 terrestre et 2 aquatiques) :

- le Corridor de Musin ;
- le corridor de l'Ousson ;
- le corridor du Rhône.

Les continuités écologiques majeures (terrestres et aquatiques) identifiées seront préservées au moyen d'un règlement adapté et en cohérence avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET).

De plus, le projet permettra d'assurer le rôle multifonctionnel de la TVB en permettant par exemple les loisirs en plein air afin de permettre l'appropriation des corridors écologiques par tous, dans un esprit de fonctionnement durable.

Le projet de PLU, en vue de la préservation de la TVB et de son fonctionnement proposera à travers le plan de zonage, le règlement et l'OAP des objectifs et des prescriptions :

- préservation des corridors écologiques et des jonctions de corridors ;
- prise en compte des espaces à perméabilité forte (boisements, feuillus, zones humides et milieux associés, prairies...) ;
- densification de l'enveloppe urbaine existante et réduction de l'étalement ;
- protection des boisements, de certaines haies et des ripisylves ;
- développement des modes de déplacement doux ;
- dispositions dans l'OAP concernant les principes de tracés de voiries nouvelles, orientations sur les plantations à conserver ou à créer, conserver des espaces « naturels » au sein d'un secteur ;
- préservation des coupures d'urbanisation afin de protéger les corridors écologiques.

2) Protéger les zones humides et les espaces associés au ruisseau de l'Ousson et au canal de dérivation du Rhône

Les milieux ouverts humides permettront la préservation de la trame bleue en lien avec le ruisseau « l'Ousson », le canal de dérivation du Rhône et les zones humides.

La notion de préservation des continuités hydrologiques, correspondant à la fonctionnalité écologique des zones humides, sera privilégiée dans l'inscription d'un zonage adapté et/ou de prescriptions.

B. METTRE EN VALEUR LES ELEMENTS REMARQUABLES DU PATRIMOINE BATI ET VEGETAL

L'histoire de la commune l'a dotée d'un riche patrimoine bâti qu'il est nécessaire de préserver. Cette histoire se traduit au travers des ensembles architecturaux et urbains remarquables (château et ses espaces adjacents classés à l'inventaire régional des parcs et jardins), ainsi que le « petit » patrimoine et les éléments architecturaux de caractère (chapelle, bâti rural caractéristique, lavoirs, fours à pain...). Ces éléments sont à protéger et à valoriser afin d'assurer leur conservation. Ces éléments seront repérés au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'Urbanisme afin d'en assurer leur protection et leur conservation. Ces éléments ne pourront faire l'objet de travaux de restauration ou de démolition sans le dépôt d'une déclaration préalable.

Le PLU, par des prescriptions contenues dans le règlement, incitera à une intégration paysagère du bâti agricole (exemple : haies « pour cacher », hauteurs minimum, etc).

Le PLU, à travers notamment ses OAP et des prescriptions contenues dans le règlement, prévoira des mesures d'insertion paysagères pour les futures zones d'urbanisation.

Enfin, certains jardins d'agrément accompagnant de belles bâtisses ou situés en entrée de village seront préservés pour maintenir les qualités d'ambiance paysagère qu'ils apportent à l'environnement bâti existant.

V. Orientation n°5 : Prendre en compte les nuisances, les risques et participer à la transition énergétique

A. DIMINUER LES NUISANCES VIS-A-VIS DE LA POPULATION

Le bruit est un enjeu fort de l'aménagement urbain qui peut devenir prioritaire lorsque l'exposition de la population aux nuisances sonores risque d'entraîner une dégradation importante de ses conditions de vie et de santé.

La commune accueille sur son territoire deux infrastructures de transport terrestre bruyantes : la RD 1504 et la RD 992. La commune est ainsi concernée par la loi relative à la lutte contre le bruit du 31 décembre 1992 qui a mis en place le classement sonore des infrastructures de transport terrestre. Ce classement constitue un dispositif réglementaire préventif. Il n'est pas une servitude, ni une règle d'urbanisme, mais une règle de construction fixant les performances acoustiques minimales que les constructeurs de futurs bâtiments sensibles (bâtiments d'habitation, d'enseignement, de santé, de soins et d'action sociale, d'hébergement à caractère touristique) doivent intégrer dans leur projet. Les deux routes départementales sont classées par arrêté préfectoral en catégorie 3, induisant la délimitation de secteurs affectés par le bruit d'une largeur de 100 m de part et d'autre des voies. Ces secteurs n'impactent pas de constructions sur la commune. Le PLU veillera à poursuivre la maîtrise de l'urbanisation aux abords de ces voies.

Par ailleurs, la réduction des déchets est un enjeu majeur pour ce XXIème siècle. Certes, il est nécessaire d'agir à grande échelle mais les actions locales ne sont pas à négliger. La commune souhaite poursuivre son action dans sa politique de réduction et de tri des déchets. Une politique volontariste est en effet engagée sur le territoire de la Communauté de Communes pour la collecte des ordures ménagères (points d'apport volontaire), l'utilisation de composteurs...

B. COMPOSER AVEC LES RISQUES

La commune de Magnieu, connaît quelques risques naturels qu'il convient de prendre en compte dans le PLU.

Elle est soumise à l'aléa retrait-gonflement des argiles avec des aléas faibles et moyens. Elle connaît quelques risques liés aux mouvements de terrain sans qu'aucun arrêté de catastrophe naturel n'existe pour le territoire. Ainsi il est répertorié, via le site carmen.application.developpement-durable.gouv.fr un risque d'éboulement au hameau de Magnieu et un risque de glissement sur la R 107 au niveau du Bois des Chères. Une cavité

souterraine naturelle est répertoriée au hameau de Billieu (sur les hauteurs, derrière la chapelle).

Par ailleurs, par expérience et connaissance de leur territoire, la population connaît le risque de chutes de pierres derrière le hameau de Musin.

Le PLU doit prendre en compte l'ensemble de ces connaissances et rendra ces zones inconstructibles.

C. PREVOIR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

Aujourd'hui, le transport et le rejet des eaux pluviales urbaines via les réseaux d'assainissement traditionnels montrent de nombreuses limites : risque d'inondations de plus en plus important, dégradation de la qualité des milieux aquatiques, coûts d'investissement élevés... Pour être efficace et durable, la gestion des eaux pluviales doit être intégrée aux aménagements. C'est pourquoi l'imperméabilisation liée au développement de nouvelles zones d'urbanisation devra s'accompagner de mesures et de dispositifs adaptés pour limiter le ruissellement des eaux pluviales.

D. ENCOURAGER LA PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVABLES

Aujourd'hui, les objectifs fixés nationalement et internationalement en matière de limitation du réchauffement climatique à l'horizon 2050 appellent à une large mobilisation des territoires pour participer et apporter des réponses concrètes à ce défi majeur du XIX^{ème} siècle. Aussi, la commune souhaite permettre, sur des sites sans enjeux agricoles et ne faisant pas l'objet de protections naturalistes, le développement de centrales photovoltaïques. Il s'agit également de promouvoir la production d'énergie renouvelable à l'échelle de tout projet de construction, tout en veillant à l'intégration architecturale et paysagère des dispositifs techniques.

CARTOGRAPHIE GENERALE DE PADD

